

**Déclaration d'ouverture – Médecins Sans Frontières,  
Comité spécial sur l'Afghanistan,  
7 février 2022  
18 h 30, heure de l'Est**

**SEULE LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI**

Merci de nous avoir invités à l'audience de ce soir.

Médecins Sans Frontières - MSF - est une organisation internationale d'aide médicale et humanitaire qui fournit, en toute indépendance, une assistance impartiale et neutre depuis 1971, conformément au droit et aux principes humanitaires internationaux. MSF a travaillé pour la première fois en Afghanistan en 1980. En Afghanistan comme ailleurs, MSF négocie nos accès et nos protections avec toutes les parties au conflit et à tous les niveaux, du plus local au plus international, en passant par tous ceux qui se trouvent entre les deux. Ce modèle d'action humanitaire se fonde sur des principes qui, aujourd'hui et tout au long des pires combats, ont permis aux équipes de MSF de continuer à fournir des services médicaux gratuits dans cinq projets à travers l'Afghanistan, soit à Herat, Kandahar, Khost, Kunduz et Lashkar Gah, tout en maintenant une équipe de coordination à Kaboul. MSF réalise ses activités grâce au soutien de 2 350 employés afghans et 75 employés internationaux, ainsi qu'à un budget de 46,7 millions de dollars pour 2021. Nous comptons uniquement sur des dons privés et n'acceptons aucun financement de la part des gouvernements pour notre travail en Afghanistan. Nos opérations médicales répondent à d'importants besoins non satisfaits au sein de la population afghane. Par exemple, nous assistons en moyenne 4 000 naissances par mois à Khost et Lashkar Gah, réalisons 20 000 consultations par mois dans nos services d'urgence et admettons plus de 170 bébés par mois dans nos services de néonatalogie à Khost.

Notre présence est principalement motivée par les besoins médicaux de personnes comme vous et moi. Depuis des décennies, la population afghane est exposée de manière chronique aux conflits. À cela s'ajoutent les conséquences de la sécheresse, les effets directs et secondaires de la COVID-19 et la transition du pouvoir survenue en août 2021. Pendant de nombreuses années, le budget du gouvernement afghan reposait largement sur l'argent des bailleurs de fonds étrangers. C'est ainsi qu'on finançait notamment le système de santé, chroniquement faible et fragile. L'arrêt brutal du financement pour le développement structurel et le gel des avoirs en août 2021 ont plongé le pays dans une crise économique, bancaire et de liquidités, qui a entraîné une augmentation des besoins au sein de la population.

Nous voulons attirer l'attention du Comité sur la détérioration de la situation sanitaire en Afghanistan et sur les raisons qui la sous-tendent. La plupart des structures de santé du pays sont soumises à une forte pression, notamment en raison de pénuries de personnel et d'équipement, et beaucoup d'entre elles ont fermé leurs portes ou fonctionnent inadéquatement. Par conséquent, de nombreux patients ne peuvent pas accéder aux soins dont ils ont besoin, et même les soins de santé privés sont inabordables pour des millions de personnes. « De nos jours, il faut être riche pour fournir à sa famille un repas par jour », nous disait récemment un patient. Un médecin d'un hôpital public, qui n'avait pas reçu de salaire depuis 5 mois, nous a dit qu'il avait dû pratiquer une césarienne en s'éclairant avec l'application lampe de poche sur son téléphone portable, car l'hôpital ne pouvait plus payer le carburant pour la génératrice.

Les récentes annonces de financement prévoient réduire davantage les fonds dirigés vers le système de santé, ce qui ne fera rien pour améliorer un système de santé qui était déjà défaillant. On met en place des solutions temporaires, sans avoir de solutions à plus long terme à proposer. Depuis des mois, MSF constate un nombre de plus en plus élevé d'enfants malnutris dans ses centres d'alimentation thérapeutique pour patients hospitalisés à Helmand et Herat. Cette situation est probablement attribuable à une combinaison de facteurs : une sécheresse persistante, une pénurie alimentaire, une crise économique et financière, ainsi qu'un système de santé en piteux état. Septembre a été le premier mois depuis des années où les Afghans pouvaient se déplacer librement sans craindre d'être pris dans le conflit, ce qui a engendré une augmentation significative du nombre de patients dans les installations de MSF. Cette période coïncide également avec la suspension du financement du système de santé en août, qui a causé la fermeture ou la suspension des activités de nombreux établissements en raison d'un manque de personnel, de fournitures et de fonds, et provoqué un autre afflux de patients vers les quelques hôpitaux et centres de santé fonctionnels.

La malnutrition est une grande préoccupation. Bien que les admissions aient diminué depuis septembre, les centres d'alimentation thérapeutique intensive de MSF à Herat et Helmand sont extrêmement occupés. Les enfants qui souffrent de malnutrition ont un système immunitaire affaibli, ce qui les rend plus vulnérables à d'autres problèmes de santé.

Aujourd'hui, en plus d'un système de santé défaillant, le pays est désormais confronté à des épidémies signalées de choléra, de rougeole, de COVID-19 et d'autres maladies infectieuses qui nécessitent toutes leur propre réponse et exercent une pression supplémentaire sur le système.

L'effet d'entraînement des sanctions préexistantes et des mesures financières contre le nouveau gouvernement de facto de l'Afghanistan se fait profondément sentir dans tout le pays. L'Afghanistan est confronté à un quasi-effondrement économique et institutionnel, notamment à une incapacité à fournir la plupart des services de base et à payer les salaires des fonctionnaires. La population est coincée entre l'arbre et l'écorce. Le secteur bancaire est paralysé, ce qui empêche les gens d'accéder à leur épargne et rend également plus difficile pour les organisations fournissant des soins de santé, comme MSF, de payer les salaires et de couvrir les frais de fonctionnement des hôpitaux. Dans les endroits où MSF travaille, nous constatons que les besoins humanitaires augmentent, tandis que la réponse humanitaire est rendue plus complexe en raison de facteurs interconnectés tels que les sanctions internationales, la crise de liquidités, les perturbations des systèmes bancaires, etc. Nous sommes extrêmement préoccupés par une nouvelle aggravation de la crise actuelle à laquelle est confronté le peuple afghan.

Il est essentiel que le présent comité examine les répercussions de la législation antiterroriste canadienne non seulement sur la crise en Afghanistan, mais plus largement sur l'aide humanitaire fournie dans le cadre de conflits armés où les activités antiterroristes en sont venues à définir les opérations militaires. Aujourd'hui, aucune défense ou exemption humanitaire n'existe dans le Code pénal. Il faut clairement reconnaître que l'aide humanitaire n'est pas criminalisée par la législation antiterroriste canadienne, à la fois pour assurer l'accès continu à l'aide humanitaire par les personnes touchées par le conflit, et aussi pour veiller à ce que le Canada continue à se conformer au droit international coutumier.

Nous remercions le Comité de nous avoir donné l'occasion de nous exprimer sur le sujet aujourd'hui et serons heureux de répondre à vos questions.